

## CONVENTION POUR LA FOURNITURE D'EAU POTABLE A EAU DU MORBIHAN

Entre

La Ville de Vannes, représentée par son Maire, Monsieur David ROBO, autorisé à signer la présente convention par délibération en date du 23 avril 2018, et désignée dans ce qui suit par : "la Commune",

Eau du Morbihan, représenté par son Président, Monsieur Aimé KERGUERIS, autorisé à signer la présente convention par délibération du Comité syndical en date du ....., et désigné dans ce qui suit par : "le Syndicat",

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

## Table des matières

TITRE 1 – MODALITES GENERALES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES .....	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION .....	3
ARTICLE 2 – LIVRAISON D’EAU.....	3
Article 2-1 – Qualité de l’eau fournie aux points de comptage .....	3
Article 2-2 – Débit sanitaire .....	3
ARTICLE 3 - DEBITS SOUSCRITS.....	3
Article 3-1 – Débit horaire souscrit .....	4
Article 3-2 – Débit exceptionnel.....	4
ARTICLE 4 : RUPTURE D’APPROVISIONNEMENT .....	4
ARTICLE 5 – TARIFS .....	4
Article 5-1- Généralités.....	4
Article 5 -2 : Redevance au mètre cube .....	5
Article 5-3 : Majoration pour débit exceptionnel .....	5
Article 5 -4 : Redevance prélèvement de l’Agence de l’Eau Loire Bretagne .....	5
ARTICLE 6 - REVISION DES PRIX .....	5
ARTICLE 7 - FACTURATION - MANDATEMENT.....	6
ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION .....	6
ARTICLE 9 - MODIFICATION - RESILIATION .....	6
TITRE 2 – MODALITES GENERALES TECHNIQUES .....	8
ARTICLE 10 - MODALITES PRATIQUES D’APPROVISIONNEMENT EN EAU.....	8
Article 10-1_ Généralités .....	8
Article 10-2_Approvisionnement en eau au débit horaire souscrit (selon article 3-1).....	8
Article 10-3_Approvisionnement en eau au débit exceptionnel (selon article 3-2) .....	8
ARTICLE 11 - MODALITES PRATIQUES DE DEMANDE DE DEBIT EXCEPTIONNEL .....	9
Article 11-1_ Protocole de demande de débit exceptionnel.....	9
Article 11-2_ - Organisation interne du Syndicat .....	9
ARTICLE 12 - CARACTERISTIQUES DES POINTS DE LIVRAISON .....	10
Article 12-1- Généralités .....	10
Article 12-2 - Descriptifs des points de livraison .....	10
ANNEXE I : .....	11
PLANS DES POINTS DE LIVRAISON .....	11

## TITRE 1 – MODALITES GENERALES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Commune s'engage à assurer, à partir de son réseau de distribution collectif, dans les conditions définies ci-après, la fourniture de l'eau potable aux débits souscrits par le Syndicat.

Le Syndicat s'engage à prélever au minimum 1 000 000 m<sup>3</sup> au cours d'une année civile.

Tous les montants indiqués dans la présente convention sont mentionnés hors taxes, sauf précision contraire.

### ARTICLE 2 – LIVRAISON D'EAU

#### Article 2-1 – Qualité de l'eau fournie aux points de comptage

La Commune s'engage à fournir, aux points de livraison, une eau propre à la consommation et satisfaisant aux normes relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, en application de la réglementation sanitaire en vigueur.

Si la promulgation de nouveaux textes légaux était de nature à remettre en cause l'économie générale de la présente convention, celle-ci pourrait être modifiée dans les conditions prévues à l'article 9.

Le rapport de l'Agence Régionale de la Santé des unités de production d'eau potable sera transmis par la Commune au Syndicat, en application du décret n° 2007-675 du 2 mai 2007 et de l'arrêté du 2 mai 2007, dès réception.

Tout dépassement de limite de qualité (aussi bien dans le cadre du contrôle sanitaire que de l'autocontrôle confirmé) fera l'objet, dès sa connaissance et sans délai, d'une information auprès du Syndicat.

#### Article 2-2 – Débit sanitaire

Afin de répondre aux impératifs de santé publique, le Syndicat assume la responsabilité d'un prélèvement minimum éventuel pour assurer le renouvellement de l'eau dans ses canalisations.

### ARTICLE 3 - DEBITS SOUSCRITS

Le système de comptage comprend :

- Un dispositif de comptage du volume
- Un dispositif de réglage du débit.

L'ensemble est installé dans une chambre de comptage.

En aucun cas le Syndicat ne peut intervenir sur les appareils placés dans le regard de livraison. Ceux-ci sont la propriété de la Commune qui en assure l'entretien, le réglage, la maintenance et le renouvellement.

En revanche, le Syndicat a accès au regard pour contrôler, sur le compteur, le volume prélevé. Il peut être autorisé à raccorder ses propres appareils de télé contrôle sur les équipements de la Commune, après avis technique de cette dernière.

### Article 3-1 – Débit horaire souscrit

Le Syndicat souscrit, par point de livraison, un débit horaire calibré par les installations techniques que la Commune lui garantit suivant les modalités décrites à l'article 10-2, en dehors des situations envisagées à l'article 3-2.

Les débits souscrits, par le Syndicat, par point de livraison, sont définis à l'article 12-2.

### Article 3-2 – Débit exceptionnel

En cas de besoin un débit exceptionnel pourra être attribué au Syndicat, dans le respect des modalités d'approvisionnement indiquées à l'article 10-3.

Ces conditions d'approvisionnement sont limitées à 45 jours dans l'année.

Si un évènement conduit à une situation de crise pour le Syndicat, celle ci sera alors gérée "au mieux des intérêts collectifs", en concertation avec les collectivités et les services de l'Etat concernés.

Un essai grandeur nature au débit exceptionnel est réalisé chaque année avant juillet de chaque année. La date est proposée par la Commune. Cet essai n'entraînera pas de majoration telle que décrite à l'article 5-3.

## ARTICLE 4 : RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT

En cas d'évènements exceptionnels et imprévisibles (Force majeure) rendant impossible la fourniture du débit souscrit, la Commune ne peut être tenue pour responsable d'une limitation ou d'une interruption d'approvisionnement.

La Commune ne pourra également être tenue responsable en cas de diminution ou de rupture d'approvisionnement résultant d'une décision d'un des services de l'Etat représentant l'autorité sanitaire et chargé de la ressource en eau potable.

Si une telle situation survenait, il peut être demandé à Monsieur le Préfet d'intervenir selon les dispositions de la Loi sur l'Eau n° 2006-1772 du 30 décembre 2006.

## ARTICLE 5 – TARIFS

### Article 5-1- Généralités

Les tarifs des différentes redevances établis ci-dessous s'entendent par point de livraison

Les prix en Euros (€) s'entendent en Euros Hors Taxes (HT).

La révision des prix définie à l'article 6 s'applique aux redevances au mètre cube des

articles 5-2 et 5-3 suivants.

## Article 5 -2 : Redevance au mètre cube

Le prix de vente est fixé à 0,50 € par m<sup>3</sup>.

## Article 5-.3 : Majoration pour débit exceptionnel

Le volume journalier consommé dans les conditions de prélèvement exceptionnel (3.2) sera facturé au prix 0,10 €/m<sup>3</sup> en plus du prix de vente fixé au 5.2 ci-dessus.

## Article 5 -4 : Redevance prélèvement de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne

La redevance prélèvement sera appliquée sur chaque facture au vu des volumes prélevés, en sus de la fourniture d'Eau.

Pour l'année 2018 (N), le taux de la redevance prélèvement appliqué à la facturation sera équivalent à celui de l'année 2017 (N-1), soit 0.041 €HT/m<sup>3</sup>.

Au terme de chaque année échue, ce taux fera l'objet d'un réajustement, au vu des conditions et modalités de calcul précisées par l'Agence de l'Eau Loire- Bretagne.

Cette régularisation s'appliquera à la 1<sup>ère</sup> facture N+1 adressée au Syndicat.

Le détail du calcul sera transmis au Syndicat.

## ARTICLE 6 - REVISION DES PRIX

Les prix de vente (articles 5-2 et 5-3) sont indexés 1 fois par an au 1<sup>er</sup> janvier en application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times k$$

où P<sub>0</sub> est le tarif de base et P<sub>n</sub> est le tarif qui s'applique au 1<sup>er</sup> janvier de l'année n.

Avec  $k = 0,15 + 0,20 \frac{I_1}{I_{1_0}} + 0,30 \frac{I_2}{I_{2_0}} + 0,35 \frac{I_3}{I_{3_0}}$ , où  $I_i$  sont les indices de références et  $I_{i_0}$  leurs valeurs initiales.

Le coefficient k est arrondi au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires étant menés au cent millième le plus proche (5 décimales).

La valeur des indices est celle définitive du mois de juin de l'année n-1. Ainsi, la valeur initiale des paramètres ci-dessus correspond au mois de juin 2017 :

Indice	Valeur (juin 2017)	Descriptif de l'indice
$I_{1_0}$	109.8	ICHT- E Indice du coût horaire du travail, tous salariés, Eau, Assainissement, déchets, dépollution
$I_{2_0}$	105.7	EI Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français établi en base 100 en 2010 – électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité >36kVA
$I_{3_0}$	124.7	FSD1 Frais et services divers – modèle de référence n°1

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à trois décimales.

En cas de changement de base d'un indice de la formule d'indexation, le raccordement est effectué par le système de la double fraction appliqué sur les valeurs au dernier mois de publication communale.

Tout index sera remplacé de plein droit par celui qui, sur décision de l'INSEE, serait substitué à lui au cours de l'exécution de la présente convention (avec le cas échéant, prise en compte du coefficient de raccordement). Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait proposé ou en cas de choix alternatif suggéré par l'INSEE, l'indice de substitution pertinent serait introduit dans la convention par voie d'avenant.

Si, du fait des révisions, les prix de base de la présente convention venaient à augmenter de plus de 6 %, alors le Syndicat et la Commune pourront se rapprocher pour adapter le montant de la facturation.

#### ARTICLE 7 - FACTURATION - MANDATEMENT

Sur la base d'une année civile d'approvisionnement en eau, qu'il soit continu ou discontinu, la facturation de l'eau est trimestrielle. Elle est établie par la Commune après un relevé des index des compteurs effectué par ses services.

La facture est émise au nom du Syndicat.

La facture correspond à la redevance au mètre cube correspondant à la consommation, établie sur la base du relevé des volumes prélevés, par point de livraison, à laquelle s'ajoutent les taxes et redevances.

Une majoration tarifaire du m3 est appliquée pour chaque volume journalier fourni dans les conditions de débit exceptionnel décrit au 3.2.

A la facture du 4ème trimestre, dans le cas où le volume cumulé annuel prélevé par le syndicat est inférieur l'engagement de 1 000 000 m3, le syndicat se verra facturé un volume complémentaire de la différence par rapport à cet engagement contractuel (article 1) par application de la redevance au m3 de l'article 5.2 au prix en vigueur.

Le Syndicat supporte la redevance de prélèvement de l'Agence de l'eau Loire Bretagne, la TVA et toutes autres taxes ou redevances qui seraient instaurées après la signature de la présente convention.

Toute somme due à la Commune doit être payée dans les 30 jours, à compter de la date de réception de la facture. Passé ce délai, les intérêts moratoires seront systématiquement appliqués sur la facture suivante.

#### ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans jusqu'au 31 décembre 2019.

#### ARTICLE 9 - MODIFICATION - RESILIATION

Dans le cas de l'application de nouvelles normes plus sévères conduisant la Commune à la mise en œuvre d'équipements nouveaux de nature à améliorer la qualité de l'eau ou accroître la sécurité de l'approvisionnement qui impacteraient les conditions économiques de production ou

de livraison, la Commune proposera au Syndicat une réunion de négociation.

Dans ce cas, elle informe le partenaire de la difficulté rencontrée et propose une réunion dans les 15 jours suivant la prise de connaissance de l'évènement. Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, la Commune résilie la convention dans les trois mois sauf urgence établie.

Le dépassement régulier du nombre de jours autorisé à bénéficier du débit exceptionnel conduira à une révision de la convention.

Toute autre demande de modification fait l'objet d'une demande écrite et motivée de la part du Syndicat.

Toute modification qui fait l'objet d'un accord doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

En cas de désaccord ou d'irrespect des obligations contractuelles la convention peut être résiliée.

Le Syndicat peut résilier unilatéralement la convention, au 31 décembre sous réserve d'un préavis de 6 mois et du versement d'une indemnité correspondant à un an de consommation, calculée par application du tarif de l'année de la résiliation, TTC et hors redevance de prélèvement de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, sur la moyenne des volumes consommés par le Syndicat, lors des années précédant la résiliation et au maximum lors des trois dernières années.

## TITRE 2 – MODALITES GENERALES TECHNIQUES

### ARTICLE 10 - MODALITES PRATIQUES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

#### Article 10-1\_ Généralités

Le Syndicat s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas perturber le réseau de distribution de la Ville de Vannes et de pas dégrader la qualité de l'Eau.

Les prélèvements effectués devront être opérés de manière continue.

#### Article 10-2\_Approvisionnement en eau au débit horaire souscrit (selon article 3-1)

Le prélèvement s'opérant de manière continue,

- le Syndicat s'oblige :

- ./ à l'ouverture, à demander à la Commune – au moins une semaine à l'avance - la fourniture d'eau afin que cette dernière s'assure de toutes les garanties qualitatives et quantitatives. Cette demande est accompagnée systématiquement de la date prévisionnelle de fermeture.

- ./ à la fermeture, à prévenir la Commune - au minimum une semaine à l'avance - de l'arrêt de la fourniture d'eau.

La Commune s'engage, en cas de travaux prévisibles, à informer, au moins une semaine à l'avance, le Syndicat, de la fermeture du prélèvement et de la durée prévisionnelle de cette fermeture. La remise en service du prélèvement sera effective, sauf demande contraire du Syndicat, dès la fin des travaux. Le délai de prévenance de la Commune est porté à 15 jours dans le cas d'une durée prévisionnelle de fermeture supérieure ou égale à trois jours.

#### Article 10-3\_Approvisionnement en eau au débit exceptionnel (selon article 3-2)

Le Syndicat pourra demander sous forme écrite, à la Commune l'octroi d'un débit exceptionnel pour un seul des points de livraison à la fois.

La Commune s'engage à formuler son avis et ses conditions techniques d'octroi sous un délai de deux heures (2h00) en période ouvrée et d'un maximum de 6H00 en dehors.

## ARTICLE 11 - MODALITES PRATIQUES DE DEMANDE DE DEBIT EXCEPTIONNEL

### Article 11-1\_ Protocole de demande de débit exceptionnel

Toute demande émanant du Syndicat devra être formulée par le Syndicat ou son représentant dûment mandaté selon l'organisation définie à l'article 11-2 de la présente convention.

Le débit exceptionnel ne peut être octroyé pour une durée inférieure à une journée.

Les demandes du Syndicat seront adressées en respectant le protocole suivant :

- 1- Le syndicat exprime sa demande auprès de l'agent d'astreinte de la commune par téléphone au 06 12 56 58 67
- 2- Le syndicat confirme par courriel en précisant son besoin et la durée souhaitée aux adresses suivantes :  
[-usine.noyalo@mairie-vannes.fr](mailto:-usine.noyalo@mairie-vannes.fr),  
[contact.dea@mairie-vannes.fr](mailto:contact.dea@mairie-vannes.fr),  
[franck.cléran@mairie-vannes.fr](mailto:franck.cléran@mairie-vannes.fr),  
[yves.lebreton@mairie-vannes.fr](mailto:yves.lebreton@mairie-vannes.fr)
- 3- La commune confirme en réponse au courriel l'acceptation de la demande et les conditions techniques d'octroi puis les mets en œuvre.

### Article 11-2\_- Organisation interne du Syndicat

Eau du Morbihan  
27 rue de Luscanen  
CS 72011  
56001 Vannes cedex

#### Contact période ouvrée :

##### TELEPHONE :

- ./ 02 97 47 91 39 : STANDARD
- ./ 06 89 22 56 27 : Antoine BENEJEAN – Responsable Transport- Distribution
- ./ 06 89 22 56 27 : Marie ANDREAN – Responsable Contrôle d'exploitation

TELECOPIE : 02 97 68 34 72

##### COURRIEL :

- ./..contact@eaudumorbihan.fr
- ./ antoine.benejean@eaudumorbihan.fr
- ./ marie.andrean@eaudumorbihan.fr

#### Contact hors période ouvrée :

EXPLOITANT SAUR : TELEPHONE ASTREINTE : 02 56 56 20 09

## ARTICLE 12 - CARACTERISTIQUES DES POINTS DE LIVRAISON

### Article 12-1- Généralités

Le point de livraison comprend :

- un dispositif de comptage du volume
- un dispositif de réglage du débit.

L'ensemble est installé dans une chambre de comptage.

### Article 12-2 - Descriptifs des points de livraison

NOM DU POINT DE LIVRAISON	ADRESSE	DEBIT HORAIRE SOUSCRIT (m <sup>3</sup> /h)	DEBIT EXCEPTIONNEL (m <sup>3</sup> /h)	CODIFICATION EAU DU MORBIHAN DU POINT DE COMPTAGE
CLOS VERT	Allée du Clos Vert – 56000 VANNES	150	300	56003-P-002
KERENTRE (THEIX)	Avenue du Golfe – Kerentré 56450 THEIX	250	350 Non automatique	56150-P-001

Pour le Syndicat,  
Le Président,

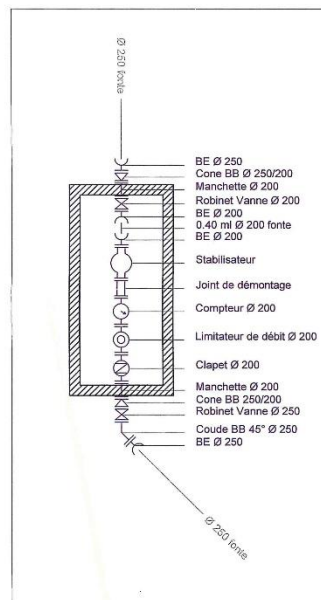
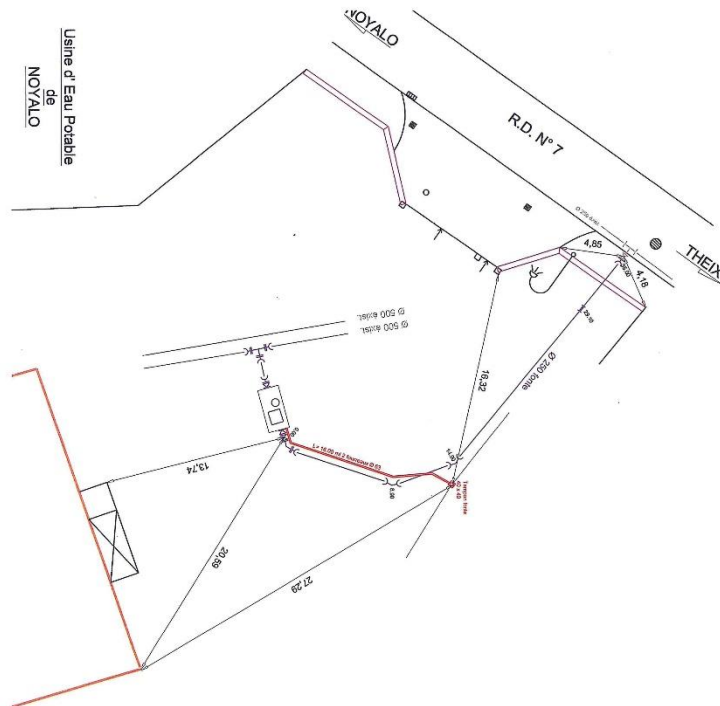
Fait à VANNES, le

Le Maire,

## ANNEXE I :

### PLANS DES POINTS DE LIVRAISON

#### KERENTRE



## CLOS VERT

